

Conseil politique :
**Gouvernance
territoriale
multiniveaux
et financement
durable**

CONSEILLER·E·S POLITIQUES



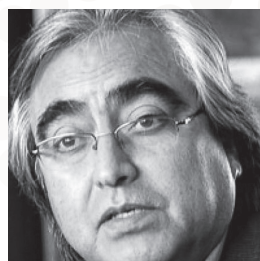
Co-présidente

Mercè Conesa Pagés
Présidente du Conseil
provincial de Barcelone



Co-présidente

Mónica Fein
Maire de Rosario,
Vice-présidente de CGLU
pour l'Amérique Latine



Gustavo Baroja
Président de l'association des
gouvernements provinciaux
autonomes d'Equateur
(CONGOPE)



Stefano Bonaccini
Président de la région
Émilie-Romagne,
Président du CCRE



Patrick Jarry
Maire de Nanterre, Président
du Forum de CGLU sur les
villes périphériques



**Rose Christiane Ossouka
Raponda**
Maire de Libreville,
Vice-présidente de CGLU
pour l'Afrique



Dina Oyun
Maire de Kyzil



Mohamed Sefiani
Maire de Chefchaouen,
Président du Forum
de CGLU sur les villes
intermédiaires



BRIEFING

Lors de notre Congrès Mondial de Bogotá, CGLU a appelé à renouveler le modèle de gouvernance et à investir dans les villes pour bâtir des établissements humains moteurs d'une ère nouvelle et durable. Confrontés au défi persistant de lutter contre les inégalités sociales, de solides gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle crucial pour définir et promouvoir le développement inclusif et durable de nos villes et territoires. Le conseil politique de CGLU « **Gouvernance territoriale multiniveaux et financement durable** » est le lieu de partage d'initiatives et de discussions approfondies sur les politiques et leurs conséquences aux différents niveaux de gouvernement et propose des pistes pour le développement d'un nouveau modèle de gouvernance.

Approfondir les racines de la démocratie locale et impliquer les habitant·e·s dans la coproduction de nos villes et territoires est la clé de notre transition vers un avenir durable. À cette fin, nous devons gouverner en partenariat, renforcer les capacités de gouvernance, mettre en œuvre des partenariats multi-acteurs efficaces et assurer une gouvernance locale responsable et transparente. Notre modèle de gouvernance doit également être intégré et innovant, à long terme, en soutenant la participation des gouvernements infranationaux à la définition des politiques nationales, en particulier les politiques urbaines nationales et les stratégies de développement régional pour la localisation des ODD, le Nouvel agenda urbain et d'autres défis mondiaux.

Sans gouvernements locaux et régionaux renforcés, la réalisation des principaux programmes mondiaux sur la durabilité ne sera pas possible. La création d'un système de **gouvernance multiniveaux**, enraciné dans le principe de subsidiarité et un environnement favorable, assortie de la décentralisation politique, administrative et fiscale adéquate, devraient apporter les cadres nationaux institutionnels nécessaires à cet effet.

Une **approche territoriale du développement**, conciliant stimulation de la croissance, du développement humain et du développement durable, mobilisant des ressources locales et régionales sera également nécessaire pour renforcer notre modèle de gouvernance. Cela implique aussi de garantir la sécurité alimentaire. Confronté·e·s à la dynamique mondiale actuelle, nous devons reterritorialiser les systèmes alimentaires, en amenant les acteurs de la production et de la consommation à assumer une responsabilité sociale et environnementale plus forte. Un large éventail d'initiatives locales a déjà amené cette transition, assurant des performances positives sociales et environnementales tout en contribuant au développement régional.

Pour mettre en œuvre les agendas mondiaux récemment adoptés par la communauté internationale, il faut d'urgence améliorer l'accès des villes et des régions aux **financements** internationaux et nationaux pour investir dans des infrastructures et des services de base durables. Cet appel est encore renforcé par la nécessité urgente de remédier à la défaillance aiguë et chronique du marché qui implique une déconnexion entre les besoins des villes et des territoires des pays en développement et l'allocation de financement.

Ce conseil politique débattrà des moyens de renforcer une gouvernance territoriale multiniveaux efficace et permettra de repenser les systèmes de financements publics infranationaux afin de concilier financement et durabilité. Le débat portera en outre sur le travail de GOLD, axé sur la mise en place d'un suivi et d'un compte rendu par les gouvernements locaux et régionaux de la mise en œuvre des agendas mondiaux. Il contribuera également au récent appel lancé par CGLU pour la création d'un panel international sur le financement durable des villes.